

Annexes 3

1. Transfert d'autorisation de construire du 2 décembre 2006,
2. Arrêté de Permis de Construire du 20 avril 2006,
3. Avis et prescriptions particulières du SDIS 70 à la demande de Permis de Construire, en date du 17 février 2006.

DESCRIPTION DE LA DEMANDE INITIALE		référence dossier :
Déposée le 28/11/2006	Complétée le	N° PC7048206H1004 1 REÇU 05 DÉC 2006
Par :	- SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAONE	
Demeurant à :	20, avenue des Rives du Lac 70000 VAIVRE ET MONTAILLE	
Représenté par :	M. RENÉ BRET	
Pour :	édifier 1 bâtiment pour chaufferie bois/fuel & 1 silo attenant pour stockage bois	
Sur un terrain sis :	Route de St-Albin	

Le Maire :

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,
Vu le plan d'occupation des sols approuvé le 05/03/82 et modifié le 06/07/94 ;
VU le permis de construire n° 48206H1004 du 20/04/2006,
VU l'accord écrit en date du 21/11/2006 de la commune de SCEY S/SAONE, représentée par M. le maire, titulaire du
permis de construire susvisé, sur le transfert du dit-permis,
VU l'accord écrit en date du 21/11/2006 du bénéficiaire du transfert,

AR R E T E

ARTICLE 1er : le permis de construire susvisé, accordé le 20/04/2006, est transféré au SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE.

ARTICLE 2 : les prescriptions mentionnées sur le permis de construire d'origine sont maintenues.

A SCEY S/SAONE, le 2 décembre 2006
Le Maire,



Marcel BEGEOT



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme.
Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **AFFICHAGE** : L'autorisation de transfert ne modifie pas les conditions d'affichage de l'autorisation initiale.
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : L'autorisation de transfert ne modifie pas les conditions de l'autorisation initiale.
- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation de transfert ne modifie pas le délai de validité de l'autorisation initiale.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

EXEMPLAIRE

DESTINE AU

PETITIONNAIRE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		référence dossier :
Déposée le 08/02/2006	Complétée le 23/03/2006	N° PC7048206H1004
Par : Demeurant à : Représenté par : Pour : Sur un terrain sis :	- COMMUNE DE SCEY SUR SAONE Avenue des Pâtis 70360 SCEY SUR SAONE M. BEGEOT MARCEL édifier 1 bâtiment pour chaufferie bois et fuel et d'un silo attenant pour stockage bois Route de St-Albin	
		Surfaces hors oeuvre autorisées brute : 200 m ² nette : 200 m ² Destinations : Locaux

Le Maire :

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,
Vu le plan d'occupation des sols approuvé le 05/03/82 et modifié le 06/07/94 ;
Vu la révision du plan d'occupation des sols en cours et concernant cette zone de construction,
Vu le courrier du 14.03.2006 de la préfecture concernant les installations classées,
Vu la loi du 31 Décembre 1913 modifiée sur les Monuments Historiques,
Vu la délibération du conseil municipal du 13.01.2006 habilitant Monsieur le maire à déposer la présente demande au nom de la commune,
Vu le visa conforme de l'Architecte des Bâtiments de France du 10.04.2006,
Vu l'avis sans prescriptions de la Direction Régionale des Affaires Culturelles en date du 21.02.2006,
Vu l'avis favorable de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours du 17.02.2006,
Vu les plans modifiés du 13.03.2006,

ARRETE

ARTICLE UNIQUE : le permis de construire est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée et pour les surfaces figurant ci-dessus.

Les prescriptions suivantes devront être strictement respectées conformément à l'avis émis par :

- le service incendie dans son avis, dont une copie est annexée au présent arrêté.

A SCEY SUR SAONE, le 20-04-06
Le maire,



M. BEGEOT

EXEMPLAIRE
DESTINÉ AU
PÉTITIONNAIRE

NOTA BENE : au titre des affaires culturelles, le pétitionnaire devra, conformément à la loi validée du 27.09.1941 et à l'article L 112-7 du code de la construction et de l'habitation, informer immédiatement le service régional de l'archéologie (DRAC de Franche-Comté- tél. 03.81.65.72.00) de toute découverte archéologique fortuite afin que toutes mesures utiles pour leur préservation puissent être prises.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme.
Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

Vesoul, le 17 FEV. 2006

Le Directeur

à

DLT / JP / N° : 2006 - 211

Groupement : Opération

Affaire suivie par : ADC PENNERAD

N° de poste : 03.84.96.76.31

Monsieur le Directeur de l'Equipement
Subdivision de Port sur Saône
70170 PORT SUR SAONE

ETABLISSEMENT : CHAUFFERIE
ADRESSE : Route de Saint Albin
COMMUNE : 70360 SCEY SUR SAONE
DOSSIER : P.C. 48206H1004
OBJET : Etude de permis de construire



I – DESCRIPTION

Le projet présenté prévoit la création d'une chaufferie d'une surface totale de 183,30m². Elle sera composée d'un silo, d'une chaufferie bois et d'une chaufferie fuel.

II – REGLEMENTATION

Pour ce qui me concerne, le projet présenté semble assujetti aux dispositions du Code du Travail et plus particulièrement à son Livre II, 2^{ème} partie, Titre III : "HYGIENE et SECURITE".

D'autre part, les activités exercées dans ces locaux sont susceptibles de relever de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

En conséquence, il conviendra d'inviter l'exploitant à se conformer aux règles de sécurité qui pourraient lui être imposées par le service chargé du contrôle des installations précitées

III – AVIS

Consulté quant à ce projet, le service départemental d'Incendie et de secours préconise l'application des mesures suivantes :

1) - Veiller à ce que les voies d'accès à l'établissement soient utilisables en tout temps par les engins de secours et de lutte contre l'incendie.

2) - Assurer, à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie de ce projet par un volume d'eau minimum de 120 m³ permettant la mise en œuvre des moyens de secours durant 2 heures.

Cela peut être satisfait par :

- un réseau d'eau permettant l'alimentation d'un poteau d'incendie normalisé NFS. 61.213, implanté conformément à la norme NFS. 62.200, pouvant fournir un débit de 60 m³/h (1 000 l/mn) sous une pression minimale de 1 bar durant 2 heures, situé à moins de 200 mètres de la partie de l'établissement la plus éloignée, mesurés en empruntant les voies accessibles en tout temps aux moyens de secours.
- une réserve naturelle ou artificielle de 120 m³ située à moins de 200 m.

Pour le directeur départemental et par délégation,
Le chef du groupement opération/infrastructure,



Capitaine Denis LAPREVOTE - TARNAUD

Toute correspondance doit être adressée impersonnellement

Rue Jean Bernard DEROSNE - BP 5

70001 VESOUL Cedex

Téléphone : 03.84.96.76.00 - Télécopie : 03.84.96.7618